

GOUVERNEMENT

La note des ministres

Au moment où François Fillon reçoit ses ministres pour évaluer leur action, Challenges pousse l'exercice un peu plus loin en leur attribuant une note.



Une à une, les notes s'additionnent... Et, stupéfaction, Bernard Kouchner décroche la première place. Le ministre des Affaires étrangères, qui caracole en tête des classements de popularité, est un habitué des podiums, certes, mais dans la catégorie bon élève du gouvernement, gestionnaire rigoureux, on a plus souvent évoqué les noms de Xavier Bertrand ou de Xavier Darcos. Si le patron du Quai d'Orsay obtient la place d'excellence, c'est parce qu'il a vraiment joué le jeu en matière de modernisation de son administration.

Mais pourquoi noter les ministres ? C'était, au départ, un souhait du président de la République, qui a toujours peur que la réforme s'enlise dans le conformisme. D'où cette volonté d'inculquer aux politiques une culture du résultat – voire du rendement. D'ailleurs, du temps où il était à l'Intérieur, il avait mis en place une batterie d'indicateurs : taux d'éluclation des délits, nombre d'atteintes aux biens, de violences aux personnes... Durant la campagne électorale, il a fait de cette volonté de mesurer l'effort accompli, « de rendre

Il s'agissait pour Challenges de juger la façon dont chaque ministre a mis en œuvre les engagements du chef de l'Etat. En ce sens, Kouchner est un bon soldat du sarkozysme.

des comptes », une promesse de campagne. Et au lendemain de son élection, il avait annoncé que les « ministres seraient évalués chaque année au regard de la lettre de mission qu'ils auront reçue ».

« Grand oral » chez Fillon

Cette promesse-là a été enterrée. Certes, le Premier ministre vient de recevoir, un à un, chacun de ses ministres. « Pour faire le point ». L'examen de passage a porté sur deux matières : les promesses réalisées et la RGPP, les deux critères retenus par Challenges. Les ministres se sont préparés à l'exercice comme s'il s'agissait d'un grand oral ou d'une soutenance de thèse. Xavier Darcos est arrivé avec une présentation PowerPoint. Rachida Dati était munie de fiches avec des éléments chiffrés sur les peines planchers, la réforme de la carte judiciaire. Christine Albanel avait, elle aussi, ses fiches. De manière à appuyer sa démonstration, qu'il s'agisse de l'échec de la gratuité des musées ou du déménagement de la Direction du mobilier national en province, jugé absurde.

« Cet exercice permet au Premier ministre d'avoir une bonne photo-

graphie des réformes à la veille du Budget, un état de la France administrative », confie un proche de Fillon. Une bonne photographie mais pas extrêmement précise, car l'ambition, à l'origine, était tout autre : évaluer les ministres à l'aide de critères inspirés du privé. Et cette initiative a tourné au fiasco.

Pour évaluer, il faut des objectifs, chiffrés si possible. C'était la raison d'être des lettres de mission. Un travail de titan, sachant que certaines d'entre elles comportaient plus de 40 mesures. Après une première vague de neuf lettres, l'exécutif, très vite absorbé par des tâches plus urgentes, a abandonné l'exercice.

Autre difficulté : comment évaluer ? Claude Guéant, secrétaire général de l'Élysée, a demandé au cabinet de conseil Mars & Co de réfléchir à une méthodologie. Un vrai casse-tête ! Il a vite délégué cette tâche à François Fillon. Plutôt désœuvré, ce dernier, soucieux d'apparaître comme le greffier scrupuleux des réformes, s'est donc attelé, avec le cabinet Mars, à élaborer une liste d'« indicateurs de résultats ». Et lors du Conseil des ministres du 8 novembre 2007, il annonçait la création d'un nouvel instrument de ►►

Le gouvernement Fillon 2, le 20 juin 2007 à l'Élysée, à l'issue de son premier Conseil des ministres.



Hamilton / Réa

LE BULLETIN DE NOTES DES QUINZE MINISTRES DU GOUVERNEMENT FILLON

Rang	Nom	Portefeuille	Réalisations (sur 15)	Réforme de l'Etat (sur 5)	Bonus de popularité	Note globale (sur 20)
1	Bernard Kouchner	Affaires étrangères et européennes	8	4	+2	14
2	Xavier Bertrand	Travail, Relations sociales, Famille et Solidarité	9	3	+1	13
2	Xavier Darcos	Education nationale	8	4	+1	13
4	Rachida Dati	Justice, garde des Sceaux	7,5	3	+2	12,5
4	Eric Woerth	Budget, Comptes publics et Fonction publique	8,5	4	0	12,5
6	Valérie Pécresse	Enseignement supérieur et Recherche	9	2	+1	12
6	Brice Hortefeux	Immigration, Intégration et Identité nationale	9	3	0	12
6	Christine Lagarde	Economie, Industrie et Emploi	8	3	+1	12
9	Roselyne Bachelot-Narquin	Santé, Jeunesse et Sports	5,5	4	+2	11,5
10	Hervé Morin	Défense	7	4	0	11
11	Jean-Louis Borloo	Ecologie, Energie et Développement durable	7,5	1	+2	10,5
11	Michèle Alliot-Marie	Intérieur et Collectivités territoriales	6,5	2	+2	10,5
13	Michel Barnier	Agriculture et Pêche	7	2	+1	10
14	Christine Boutin	Logement et Ville	7	2	0	9
15	Christine Albanel	Culture et Communication	6	1	0	7

Pour établir ce classement,

l'Institut Thomas More a listé toutes les missions qui avaient été assignées aux ministres. Le recensement a été réalisé à partir des lettres de mission ou, quand ils n'en avaient pas reçu, à partir des promesses de campagne de Nicolas Sarkozy. A chacune des missions identifiées a été attribué un coefficient en fonction de son importance. Chaque ministre a obtenu une note, avec un maximum de 15 points, selon l'état d'avancement de ses mesures : réalisée, en cours, altérée, ou abandonnée. Une autre note a été attribuée, sur 5 points, à partir du niveau d'implication de chaque ministre dans la révision générale des politiques publiques (RGPP). Enfin a été ajouté à cette note globale (sur 20) un bonus maximal de 2 points à partir du classement du baromètre de popularité TNS Sofres de juillet 2008.



Fondé en 2004, l'Institut Thomas More est un *think tank* d'orientation libérale installé à Bruxelles. A la fois laboratoire d'idées et de propositions, centre de recherche et d'expertise, il rassemble des personnalités politiques et économiques issues de plusieurs pays européens. Dans l'Hexagone, il s'est fait connaître à l'automne 2007 en créant un « Baromètre des réformes de Nicolas Sarkozy », outil semestriel de veille et de suivi en continu des promesses de campagne du président et des principales réformes engagées par son gouvernement (<http://institut-thomas-more.org/barometre-sarkozy/>).

►►► mesure, un tableau de bord. Léger malaise autour de la table. Les ministres ne voyaient pas d'un très bon œil l'idée d'être soumis à l'appréciation d'un cabinet privé, et encore moins d'avoir à rendre compte à Fillon!

Et puis, le 4 janvier 2008, un article du *Monde*, titré « *M. Fillon évalue ses ministres avec des consultants privés* », a mis le feu aux poudres. Livrés sans explications, les critères retenus sont apparus dans leur crudité. La ministre de la Culture était censée être jugée au nombre d'entrées dans les musées gratuits; celui de l'Immigration, au nombre de reconduites à la frontière; le chef de la diplomatie, au nombre de ministres présents aux réunions à Bruxelles... L'énumération frisait l'absurde. L'opposition a immédiatement crié au scandale. Pierre Moscovici s'est ainsi ému de ce « *gadget médiatique dangereux qui porte atteinte à la responsabilité du gouvernement devant le Parlement* ». Amnesty International s'est indigné que le nombre des reconduites à la frontière soit pris en compte dans les critères d'évaluation du ministre de l'Immigration.

Dossier épineux

Matignon a tenté de se défendre en expliquant qu'il s'agissait d'« *un outil de pilotage* » et pas « *d'une notation personnelle des ministres* ». Mais, compte tenu de la bronca, à quelques semaines des municipales, Fillon a plié. Refilant la patate chaude à Eric Besson. N'était-il pas naturel que le secrétaire d'Etat chargé de l'Évaluation des politiques publiques hérite de l'outil de notation des ministres? Scandale à nouveau: un secrétaire d'Etat, venu de la gauche, chargé de noter les barons du sarkozysme? On n'a plus jamais entendu parler de l'évaluation des ministres. Les premiers tableaux élaborés par Mars sont enfouis dans un tiroir à Bercy. Et Dominique Mars, le fondateur du cabinet, préfère ne pas revenir sur le sujet. *Challenges* a relevé le défi. A partir de critères basiques (*lire page 67*) et aidé par l'Institut Thomas More, il a cherché à établir où en étaient les ministres sur le plan des réformes et de la réorganisation de leurs administrations.

Ghislaine Ottenheimer



Bernard Kouchner l'assure : il va continuer à «aérer» le Quai d'Orsay.

«Adapter le Quai à la nouvelle donne»

Premier de la classe, l'ex-French doctor? L'intéressé semble ne pas s'en étonner. Recevant dans son bureau avec ce goût caractérisé de la mise en scène, musique classique en fond sonore, cartes de la Géorgie et de l'Afghanistan installées sur des chevalets, le ministre détaille sa vision du nouveau Quai d'Orsay.

Challenges. Bernard Kouchner champion de la réforme, c'était plutôt inattendu...

Bernard Kouchner. Quand j'étais ministre de la Santé, je vous rappelle que j'ai innové en créant les agences de la sécurité sanitaire, dont l'Agence du médicament, et que j'ai changé beaucoup de choses (*sourire*). Alors, les Affaires étrangères, c'est un très bel appareil, très prestigieux, mais il faut l'améliorer.

Cela fait pourtant dix ans que le Quai se réforme...

Oui, mais il s'est recroquevillé sur lui-même. Si nous voulons rester le deuxième réseau extérieur, nous devons nous adapter à la nouvelle donne de la mondialisation.

«Nous nous ouvrons plus largement à des compétences nouvelles, y compris celles venues de l'extérieur.»

Comment?

Aujourd'hui, toutes les administrations travaillent à l'international, il faut donc jouer la carte de l'interministérialité. Ce n'est pas aisé. Voyez ce que fait Borloo sur le changement climatique; ce doit être également le cœur de nos préoccupations, tout comme les questions d'immigration, de santé ou de démographie. Imaginez, il n'y avait ici qu'une personne pour s'occuper des questions religieuses. Insensé! Maintenant, il y en aura plus d'une dizaine.

Vous voulez faire plus avec moins de moyens?

Pas moins! Cette année, c'est un peu dur, mais j'ai sauvé mon budget.

Qu'est-ce qui va changer?

Beaucoup de choses! Nous modifions les structures de l'administration centrale, réorganisons notre réseau diplomatique, changeons nos méthodes de travail, passons à une culture du résultat, et nous ouvrons plus largement à des compétences nouvelles, y compris celles venues de l'extérieur.

Peut-on imaginer des représentations communes avec nos partenaires européens ?

C'est une vieille et belle idée. Nous avons essayé avec les Allemands, et ça ne marche pas très fort. Mais nous pouvons le faire dans les consulats. D'ailleurs, nous allons le faire avec les Italiens et les Espagnols. C'est très long à mettre en place... Mais ça se fera.

Vous voulez que les ambassadeurs aillent davantage sur le terrain...

C'est l'évidence. Regardez ce qu'a fait notre ambassadeur en Géorgie. Je lui ai dit d'aller sur le terrain. Il s'est fait arrêter par les Russes à un *check point*. Ce n'est pas grave, l'important, c'est d'aller voir les gens. Il s'est aussi exprimé devant la presse. Il faut rendre la parole à ceux qui sont sur place.

Est-ce l'urgentiste qui parle ?

Il faut être réactif. Alors, oui, ça grogne un peu dans les rangs. Il y a de grands souverainistes ici. Des gens qui pensent que nous sommes encore au temps du général de Gaulle, qu'il faut, par exemple, conserver notre politique arabe du siècle dernier. Il faut les convaincre du contraire. Il faut faire monter les jeunes, et ça, je le fais. Et puis j'aère. Jean-Christophe Rufin à Dakar, Daniel Rondeau à Malte, bientôt des femmes qui vont surprendre... Il faut faire bouger tout ça.

Tout de même, n'êtes-vous pas déçu par le manque d'engagement de la France sur la question des droits de l'homme, une grande promesse de la campagne de Nicolas Sarkozy ?

Moi, j'ai fait campagne auprès de Ségolène (rire). Comme d'habitude, il y a les deux faces de la médaille. Il faut être réaliste, on ne peut pas réduire la politique d'un pays aux droits de l'homme, même s'ils demeurent une préoccupation permanente. Mais, pour moi, une ambassade, ce doit être aussi la maison des droits de l'homme.

Réinsuffler du politique et de l'action dans la politique extérieure, est-ce ce qui vous rapproche de Sarkozy ?

De ce point de vue oui, sans aucun doute. Je ne suis pas forcément d'accord avec toutes les décisions politiques du président de la République, mais avec sa manière de réagir et d'agir, certainement.

Propos recueillis par Pauline Damour

Bernard Kouchner

Ministre des Affaires étrangères et européennes

Discipliné : 14/20

On lui donnait six mois. Quinze mois plus tard, Bernard Kouchner est toujours là. Le poste lui vaut moult critiques. Et il lui faut bien souvent accepter de jouer les seconds rôles auprès du chef de l'Etat, accepter que la diplomatie des droits de l'homme cède la place à la *realpolitik*. Mais s'il n'est pas d'accord avec toutes les décisions politiques que prend Sarkozy, l'ex-*French doctor*, dans l'ensemble, s'en accommode assez bien.

RÉALISATIONS 8/15

En acceptant son portefeuille, Bernard Kouchner s'était engagé à mener un check-up complet de la politique extérieure de la France. C'est chose faite avec le Livre blanc (réalisé par une commission de 40 experts sous la direction d'Alain Juppé et Louis Schweitzer) qu'il a présenté fin août à la conférence annuelle des ambassadeurs. Objectif : recentrer le Quai sur l'analyse politique du monde et la gestion des crises. « Comment appréhender ce qui se passe en Géorgie sans avoir une vision précise des enjeux énergétiques ? » interroge le ministre, qui veut créer une direction consacrée aux enjeux globaux comprenant les questions financières, l'énergie, l'eau, la démographie... Opérationnel depuis le 2 juillet, le Centre de crise va dans ce sens. Issu de la fusion de la Délégation à l'action humanitaire et de la sous-direction qui gérait les problèmes de sécurité des Français à l'étranger, il est ouvert 24 heures sur 24, doté d'une cinquantaine de fonctionnaires à plein-temps qui s'appuient sur l'expertise des ambassades et des directions géographiques du ministère (les rares à voir leurs moyens renforcés). Mais le plus gros chantier sera sans doute celui des ressources humaines. Pour la première fois cette année, le Quai a ouvert un « guichet départ », et veut favoriser les



Son objectif : recentrer le Quai d'Orsay sur l'analyse politique du monde et la gestion des crises.

« deuxièmes carrières ». Reste aussi à insuffler la culture du résultat. A partir du 1^{er} novembre, les indemnités des ambassadeurs particulièrement exposés (Kaboul, Islamabad, Beyrouth...) seront augmentées, tandis que d'autres seront revues à la baisse. Une révolution.

RÉFORME DE L'ETAT 4/5

Ne lui parlez pas des fastes du Quai. « Depuis que je suis là, on a réduit de 500 000 euros les frais de réception ! » lance celui qui ne veut plus que l'on associe les mots ambassadeur et petits-fours. La charge des Affaires étrangères – 4,5 milliards d'euros en 2008 – n'est pas très lourde dans le budget de l'Etat (1,6%). Avec 190 postes à supprimer d'ici à 2009 (sur 16 400), le ministre n'est pas le plus à plaindre, même si la pilule est difficile à avaler quand on a déjà perdu 11% de ses effectifs depuis 1997 et vu ses dépenses de fonctionnement diminuer de 21% depuis 2000. La Direction générale de la coopération internationale et du développement sera remplacée par une structure chargée des « affaires transversales », regroupant questions économiques et financières, aide au développement, action culturelle. Quant au réseau diplomatique, il conservera le même périmètre mais avec une présence modulée en trois catégories : les grosses ambassades (une trentaine) resteront polyvalentes ; les moyennes (une centaine) auront des missions prioritaires selon les enjeux locaux ; les plus petites (une trentaine) auront des missions d'observation.

POPULARITÉ +2

Sur ce point, Bernard Kouchner reste le leader incontesté. Depuis des années, il figure parmi les personnalités préférées des Français, surfant toujours, à 68 ans, sur son image de *French doctor*. P. Da. ►



Grolier/Challenges

Xavier Bertrand se montre opiniâtre, faisant passer des réformes délicates haut la main.

Xavier Bertrand

Ministre du Travail, des Relations sociales,
de la Famille et de la Solidarité.

Appliqué : 13/20

Son arme? Un travail acharné sur des dossiers arides. Cela a d'abord été les retraites lorsqu'il était député en 2004, puis la santé lorsqu'il était ministre de Chirac. Ex-juppéiste, rallié fin 2006 à Nicolas Sarkozy, il espérait un ministère poids lourd après la présidentielle. Il a été mari de récupérer un portefeuille technique : le Travail, amputé de l'Emploi. Il a pourtant honoré son job avec opiniâtreté, faisant passer des réformes délicates et gagnant haut la main aux municipales. Cet automne paraîtront au moins trois biographies sur lui. C'est en tout cas ce que distille en off un de ses proches, soucieux d'élargir l'influence de son patron. Car « XB », comme l'appellent ses collaborateurs, s'est certes forgé une solide réputation de négociateur, positionné comme un chouchou du président (il fait partie, avec sa secrétaire d'Etat Nadine Morano, des sept favoris de l'Elysée), il manque

Cet été, le masque de cet apôtre du dialogue est tombé : en service commandé de l'Elysée, il a fait passer en force la réforme des 35 heures.

encore d'un réseau – national et international. Il y travaille désormais d'arrache-pied.

RÉALISATIONS 9/15

Depuis un an, il a enchaîné les réformes à haut risque, jouant de sa silhouette rondouillarde et de sa voix veloutée pour amadouer ses interlocuteurs : service minimum garanti dans les transports, refonte des régimes spéciaux de retraites, réforme du marché du travail, nouvelles règles pour la représentativité syndicale. Quelques ombres au tableau pourtant : le contrat de travail unique est passé à la trappe, le dossier assurance-dépendance a perdu de son ambition, le financement à long terme des retraites est loin d'être assuré. Quant à la croissance du taux d'emploi des seniors ou l'égalité salariale hommes-femmes, elles tiennent toujours plus de l'utopie que de la réalité. Cet été a marqué

un tournant pour l'apôtre du dialogue. En service commandé de l'Elysée, il s'est démasqué, faisant passer en force la réforme des 35 heures. Les syndicats sont furax, mais le ministre espère en tirer une belle promotion au sein de l'UMP.

RÉFORME DE L'ETAT 3/5

L'an dernier, la scission entre Travail et Emploi (le premier restant à l'hôtel du Châtelet, le second partant à Bercy) n'a pas facilité la modernisation des politiques publiques. Loin s'en faut. La nouvelle organisation a mis le bazar dans les services. Les appétits politiques de Xavier Bertrand et de Christine Lagarde n'en ont été que plus aiguisés. Aujourd'hui encore, il n'est pas rare que les journalistes reçoivent de Bercy et de l'hôtel du Châtelet une invitation pour le même événement, mais pas à la même heure... Cela étant, Xavier Bertrand a quelques réformes internes à son actif, et notamment une unification des inspections du travail (issues des ministères du Travail, de l'Agriculture et de l'Equipement), qui donne davantage de lisibilité aux entreprises. Autre amélioration : une lutte plus efficace contre la fraude et l'utilisation abusive de l'argent public.

POPULARITÉ +1

Chaque fois qu'un portrait de lui paraît dans la presse, XB fait publier les extraits les plus laudatifs sur son site, Xavier-Bertrand.com. Soucieux de booster sa notoriété, il court après les interventions à la radio et à la télé. Il s'est entouré de conseillers en communication débauchés d'Euro RSCG. Lui qui protège sa vie privée a fini par condescendre à être photographié en vacances avec sa femme. Il a même accepté, fin 2007, de raconter la raison de ses énormes cernes : il menait de front ses fonctions officielles et celles de père de jumeaux nés prématurés. Fin 2007, à force d'efforts, il a décroché le Graal : sa marionnette aux *Guignols*. Pourtant, les Français ne sont pas dupes : Raminagrobis est un matou avec des griffes acérées. Il n'a que 28% de cote de sympathie et une place de huitième préféré au sein du gouvernement. **Sabine Syfuss-Arnaud** ►

Xavier Darcos

Ministre de l'Education nationale

Accrocheur : 13/20

Ne pas se fier à son air patelin. Xavier Darcos a décidé qu'il quitterait son ministère en ayant secoué le mammouth. Et il semble s'en donner les moyens. Conseiller du candidat Sarkozy pour l'éducation, il était arrivé Rue de Grenelle avec l'aura d'un homme lettré et d'un subtil négociateur. Sa première année a fini en demi-teinte : manifestations d'étudiants et de lycéens à répétition, réformes controversées, échec aux élections municipales, mais ce membre du « G7 » a plutôt réussi sa rentrée scolaire.

RÉALISATIONS 8/15

Ce bon élève a commencé par une lune de miel avec les profs en annulant les décrets Robien les plus impopulaires. Puis, au fur et à mesure qu'il passait ses réformes à la hus-



S. Roudely/figarophoto

sarde, le climat s'est gâté. Ce qui ne l'a pas empêché de tracer sa route. Réductions d'effectifs, révisions des programmes du primaire, du bac pro, début de remise à plat du bac général et de la formation des enseignants. Reste des chantiers en cours – la carte scolaire – et un gros point

Xavier Darcos trace sa route malgré l'hostilité des enseignants.

noir : la revalorisation de la condition des profs. Il la disait cruciale en 2007. Pour l'instant, elle s'est résumée à la remise, il y a quelques mois, d'un rapport resté sans lendemain.

RÉFORME DE L'ETAT 4/5

Un leitmotiv : « *Faire plus avec moins* » et un argumentaire rassurant : « *Des suppressions de postes de l'épaisseur d'un trait de plume* ». Fin politique, le ministre essaie de faire passer la pilule des baisses d'effectifs. De fait, en 2008, 11 200 départs à la retraite ne seront pas remplacés; en 2009, 13 500.

POPULARITÉ +1

Plus d'école primaire le samedi matin, service minimum en cas de grève, soutien aux élèves les plus faibles. Impopulaire auprès des profs et des jeunes – qui l'ont surnommé « Darcosvador » –, il est apprécié à droite, notamment par des parents rassurés que leurs enfants soient accueillis les jours de débrayage. Cet été, sa cote de popularité était à 25%, et 40% des Français estimaient qu'il allait dans le bon sens. **S. S.-A.**

Rachida Dati

Garde des Sceaux, ministre de la Justice

En baisse : 12,5/20

Dur, dur d'être rétrogradé... Le nom de Rachida Dati semble attaché à tout jamais aux débuts du sarkozysme, à ce fameux été américain du président, qui le voyait sillonner le lac de Winnepesaukee (New Hampshire) en compagnie de Cécilia et de sa ministre préférée. Aujourd'hui, Rachida Dati a perdu son statut de ministre en cour. Elle avait espéré défendre devant le Parlement la réforme des institutions, mais elle a vite compris que l'Élysée ne la voyait pas à la hauteur de la tâche. Désormais, la garde des Sceaux doit gérer son ministère, tâche ô combien plus ingrate, et faire passer dans la pratique les nombreuses réformes votées sous son impulsion. Sa cote de popularité, encore élevée, lui permet de se maintenir en haut du classement.

RÉALISATIONS 7,5/15

Rachida Dati n'a pas reçu de lettre de mission. Dans les engagements de campagne de Sarkozy, l'Institut Thomas More a identifié 24 mesures concernant la justice. Les plus emblématiques ont fait l'objet de lois déjà adoptées (peines planchers pour les multirécidivistes, réforme du droit pénal des mineurs). Le chantier des prisons ne fait que commencer. D'autres promesses ont été abandonnées, comme la suppression du juge des libertés ou la création d'une procédure d'habeas corpus. Voilà pourquoi la ministre obtient tout juste la moyenne.

RÉFORME DE L'ETAT 3/5

Pour avoir su imposer la réforme de la carte judiciaire, Rachida Dati ob-



L. Sazy/Fedaphoto

Rachida Dati a perdu son statut de ministre en cour. Elle doit maintenant mettre en pratique les nombreuses réformes qu'elle a fait adopter.

tient un peu plus que la moyenne dans ce domaine. Cette réforme à haut risque est aujourd'hui réalisée, sur le papier. Mais elle risque de lui donner encore beaucoup de travail. Une chose est de décider la fermeture de 178 tribunaux d'instance sur 473, une autre est de concrétiser ces regroupements. Le divorce sans juge, autre proposition-phare de rationalisation, a été abandonné.

POPULARITÉ +2

Même si sa cote, qui avait atteint des sommets début 2007, est en baisse, elle fait encore partie des ministres les plus populaires. **Ivan Best** ▶



P. Grollier/Challenges

Eric Woerth pilote la réforme de l'Etat depuis Bercy, où il est sommé de donner l'exemple.

Eric Woerth

Ministre du Budget, des Comptes publics et de la Fonction publique

Incompris : 12,5/20

Comment se faire aimer des Français quand on ne leur annonce que des lendemains difficiles? Eric Woerth n'a pas vraiment le beau rôle. Ministre du Budget et des Comptes publics, il évoque à longueur d'interview l'impérieuse nécessité de couper dans les dépenses. Ainsi récemment, s'agissant de la Sécurité sociale, il a confirmé 4 milliards d'euros d'économies pour 2009 – principalement sur l'assurance-maladie –, ajoutant aussitôt que les assurés ne seraient pas touchés. Ceux-ci en doutent un peu. Forcément. Quant aux éventuelles bonnes nouvelles, comme d'hypothétiques baisses d'impôts, leur annonce revient à Christine Lagarde, en charge de la fiscalité.

De plus, Eric Woerth endosse le rôle du méchant vis-à-vis de ses collègues ministres, dont il doit restreindre les budgets. Il se hisse malgré tout au quatrième rang (ex

Il n'a pas le beau rôle : à longueur d'interview il évoque l'impérieuse nécessité de couper dans les dépenses publiques.

aequo avec Rachida Dati) dans notre classement grâce, notamment, à sa capacité réformatrice.

RÉALISATIONS **8,5/15**

Eric Woerth n'a pas reçu de lettre de mission. Comme il a eu l'occasion de le dire, son objectif principal est le rétablissement des comptes, le retour à l'équilibre des finances publiques. Se fondant sur les promesses du candidat Sarkozy, l'Institut Thomas More a toutefois identifié huit grandes mesures à prendre, comme le redéploiement de 5% des dépenses de l'Etat, le non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant en retraite, l'évaluation des administrations, ou la progression de la rémunération des fonctionnaires. Aucun de ces chantiers n'a été abandonné, la plupart sont en cours de réalisation. Surtout, Eric Woerth a réalisé l'emblématique réforme de Bercy, à savoir la fusion entre les

deux grandes administrations fiscales (Direction générale des impôts, Direction générale de la comptabilité publique), sur laquelle avait buté le gouvernement Jospin. Nicolas Sarkozy avait maintes fois cité cette réforme pendant la campagne électorale. Du coup, elle a l'empreinte du président de la République.

Pour faire passer la pilule auprès des syndicats, le chiffre de 200 millions d'euros accordés sous forme de primes aux agents du ministère circule. En revanche, le montant des économies réalisées à terme reste confidentiel.

RÉFORME DE L'ETAT **4/5**

Eric Woerth est la cheville ouvrière de la réforme de l'Etat. C'est lui qui la pilote depuis Bercy, envoyant ses inspecteurs des finances, aidés de cabinets d'audit, dénicher les dépenses indues dans tous les ministères, et surtout réorganiser des structures administratives souvent enchevêtrées et peu efficaces. Il est bien sûr sommé de donner l'exemple en la matière à Bercy. Voilà plusieurs années que les réformes du ministère des Finances sont en cours. Plus d'un agent de Bercy sur deux partant en retraite n'est pas remplacé. La modernisation de cette administration sera amplifiée par la fusion des deux administrations fiscales : à terme, celle-ci permettrait de diminuer plus vite encore le nombre de fonctionnaires.

POPULARITÉ **0**

Nicolas Sarkozy, qui l'a sélectionné pour faire partie du groupe des sept ministres et secrétaires d'Etat prometteurs, loue ses capacités politiques et médiatiques. « *Il passe très bien* », estime un conseiller du président. Mais, fonction oblige, rares sont les ministres du Budget devenus particulièrement populaires. En témoignent les cotes d'un Laurent Fabius, qui a occupé le poste de 1981 à 1983, ou d'un Jean-François Copé, à Bercy au cours de la période 2004-2007. La disette financière actuelle n'arrange pas les choses. Voilà pourquoi Eric Woerth se situe en bas du classement TNS-Sofres des cotes de popularité, et ne figure même pas dans celui d'Ipsos. **I. B.**

Valérie Pécresse

Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

Travailleuse : 12/20

La ministre bénéficie de l'importance accordée par le président à l'Enseignement supérieur et à la Recherche, érigés en priorité absolue du quinquennat et dotés de moyens conséquents. Après des débuts difficiles, cette ex-chiraquienne a su traverser les mouvements étudiants de l'automne 2007 sans trop lâcher, et fait aujourd'hui partie des bons élèves du gouvernement.

RÉALISATIONS 9/15

Réputée bûcheuse, Valérie Pécresse a abordé presque tous les projets évoqués dans sa lettre de mission. Elle a imposé la loi renforçant l'autonomie des universités, votée dès août 2007. Une réforme difficile et importante, même si sa portée a été revue à la baisse par rapport aux ambitions présidentielles. Au 1^{er} jan-



O. Roilier/Fedephoto

vier 2009, 20 universités pourront gérer elles-mêmes patrimoine, budget et ressources humaines. Un nouveau système de bourses, mettant l'accent sur des critères sociaux, permettra à 50 000 étudiants supplémentaires d'en bénéficier. Enfin, dix pôles universitaires ont été choisis

Valérie Pécresse jouit d'un privilège rare : son ministère est épargné par les réductions d'effectifs.

RÉFORME DE L'ÉTAT 2/5

Valérie Pécresse a enclenché une réforme du financement des universités qui devrait permettre d'introduire des critères de performance dans l'allocation des subventions. Mais son principal défi consiste à restructurer les grands organismes de recherche. Engagée dans une tentative de réforme du CNRS, elle se heurte à une forte hostilité des chercheurs. A l'inverse des autres ministères mis sous pression, le sien est épargné par les réductions d'effectif : seuls 450 postes (sur 150 000) ne seront pas remplacés en 2009, après 0 en 2008.

POPULARITÉ +1

La ministre a du mal à faire décoller sa cote (20%). Ancienne porte-parole de l'UMP, elle reste prisonnière de son image « versaillaise », un peu BCBG. **David Bensoussan**

Brice Hortefeux

Ministre de l'Immigration, de l'Intégration, de l'Identité nationale et du Développement solidaire

Conscientieux : 12/20

Ami de toujours, porte-flingue – voire, pour certains, âme damnée – de Nicolas Sarkozy, Brice Hortefeux a été bien mal récompensé de son indéfectible fidélité en héritant du ministère le plus impopulaire du gouvernement. Lui qui aurait aimé la place Beauvau s'acquitte pourtant avec conscience de son ingrate mission et attend, le dos rond, des jours meilleurs.

RÉALISATIONS 9/15

Côte que coûte, il colle à sa feuille de route. Dernier succès en date, son pacte européen de l'immigration, qui exclut désormais expressément les régularisations massives. Le Français a obtenu, de haute lutte, le principe de la régularisation « au cas par cas ». Dans l'Hexagone, son

volontarisme a fait baisser l'immigration clandestine de 8% en un an, accru les départs volontaires, permis de démanteler des réseaux de passeurs et de trafiquants de faux papiers. Un bémol à ce bilan : sa politique des quotas, chère à l'Élysée, récemment tancée dans le rapport Mazeaud. Le sage juge les quotas « inefficaces, irréalistes et sans intérêt ». Une insuffisance : les efforts en matière d'intégration.

RÉFORME DE L'ÉTAT 3/5

Il a façonné son portefeuille à sa main à partir de trois ministères, surmontant réticences et défections de beaucoup de chefs de bureau des affaires sociales. L'immigration bénéficie désormais d'une vision stratégique centralisée. Reste à trou-



X. Meunier/Globepix

Brice Hortefeux a hérité du ministère le plus impopulaire du gouvernement. Il s'acquitte de sa tâche avec rigueur en attendant des jours meilleurs.

ver une maison commune à l'ensemble de ses troupes. Eric Woerth vient de retoquer une adresse, trop ruineuse pour l'État.

POPULARITÉ 0

Arrestation de parents sans papiers devant l'école de leur enfant, affaire des tests ADN, discours musclé sur le regroupement familial : Brice Hortefeux est la bête noire de la gauche. Sa cote de popularité plafonne à 15%, ce qui ne l'empêche pas de se prétendre apprécié par les électeurs de droite. Et de lorgner Matignon ou un bâton de maréchal à l'UMP. Pour bons et loyaux services. **S. S.-A.**

Christine Lagarde

Ministre de l'Economie, de l'Industrie et de l'Emploi

En phase d'adaptation : 12/20

Fini, les rumeurs de démission qui avaient circulé au printemps. D'abord connue pour ses gaffes – suggérant de circuler à vélo pour cause d'essence chère, ou évoquant l'expression taboue de « plan de rigueur » avant de se faire rabrouer par le secrétaire général de l'Elysée –, Christine Lagarde a finalement trouvé sa place. Mais elle reste sur le fil. Difficile de brider son franc-parler. Elle n'hésite plus à venir commenter les mauvaises nouvelles aux heures de grande écoute. Ainsi, le jour de l'annonce d'une baisse du PIB au deuxième trimestre, trouve-t-elle le ton approprié. Pas d'optimisme outrancier, malvenu dans de telles circonstances, mais l'accent mis sur les points forts – comme l'amélioration de l'emploi et les perspectives de redressement de la croissance : grâce à la baisse récente des prix des matières

Elle n'hésite plus à venir commenter les mauvaises nouvelles aux heures de grande écoute.

premières, la fin de l'année pourrait être plus encourageante sur le front de la conjoncture.

RÉALISATIONS 8/15

Christine Lagarde fait partie du groupe des bons élèves, dépassant la moyenne pour ce qui est du respect des engagements présidentiels. Elle doit cette réussite pour partie au vote de mesures emblématiques, comme celles contenues dans la loi Tépé (exonération des heures supplémentaires...), qu'elle a défendue devant le Parlement. Des dispositions pas très difficiles à faire adopter : la distribution de cadeaux ne fait jamais trop de mécontents. En revanche, en tant que ministre de l'Economie et de l'Emploi, elle a été chargée de la fusion de l'ANPE et de l'Unédic afin de constituer un grand service public. Une telle réforme

pouvait donner lieu à plus de grincements de dents. Tout rapprochement d'administrations suscite l'inquiétude des agents. Avec l'aide de son secrétaire d'Etat chargé de l'Emploi, Laurent Wauquiez, elle a su faire accepter le rapprochement. Selon Bercy, 553 sites d'accueil des chômeurs sur 1 200 étaient fusionnés au 1^{er} juillet. Dans notre classement, Christine Lagarde est d'ailleurs créditée des engagements réalisés par les secrétaires d'Etat qui lui sont rattachés.

D'autres mesures figurant dans sa lettre de mission ont été reportées : elle n'a pas fait voter le principe de l'action de groupe (procédure judiciaire engagée par un ensemble de consommateurs), comme le lui demandait le chef de l'Etat. Mais son secrétaire d'Etat Luc Chatel a été chargé d'une réflexion en ce sens. La réforme de la formation professionnelle a, quant à elle, été repoussée à début 2009.

RÉFORME DE L'ETAT 3/5

« Elle s'est investie à fond dans la réforme de son ministère, avec une approche très secteur privé », estime un haut fonctionnaire en charge de la révision générale des politiques publiques (RGPP). Mais Christine Lagarde n'a pas à gérer des dizaines de milliers de fonctionnaires. Les directions sous sa coupe s'apparentent surtout, pour faire une comparaison avec le privé, à des cabinets de conseil. Il y a plus remuants que les hauts fonctionnaires de la Direction du Trésor, devenue Direction générale du Trésor et de la politique économique. La RGPP n'est donc pas pour elle un sujet aussi lourd que pour un Eric Woerth, à la tête de 150 000 fonctionnaires.

POPULARITÉ +1

Petit à petit, la cote de Christine Lagarde a dépassé celle de nombre de ses collègues. Elle devance Valérie Pécresse, Christine Boutin... On ne la voyait guère aux heures de grande écoute, sur TF1. Elle est désormais invitée, et s'y rend volontiers pour expliquer le plafonnement des niches fiscales ou pour dramatiser les mauvais chiffres de la croissance française.

I. B. ▶



C. Lebedinsky/Challenges

Christine Lagarde fait partie des bons élèves grâce à l'adoption de mesures emblématiques.

Roselyne Bachelot-Narquin

Ministre de la Santé, de la Jeunesse, des Sports et de la Vie associative

Assagie: 11,5/20

La gaffeuse hilare en rose fluo a disparu. Même si elle a parfois joué les ingénues pendant les Jeux de Pékin, la nouvelle Roselyne Bachelot-Narquin est sobre, pro, bûcheuse. Elle l'a montré début juin en exhumant, vocabulaire ultra-techno à l'appui, un vieux serpent de mer : le dossier médical partagé. Une initiative personnelle, car elle n'a jamais reçu de lettre de mission. Son évaluation est donc basée sur des promesses de campagne soutenues floues. Ce qui explique en partie qu'elle obtienne un classement très moyen. De plus, nombre de réformes ou de projets de loi sont programmés à l'automne.

RÉALISATIONS 5,5/15

On sent que la pharmacienne de métier essaie de colmater énergique-



O. Rollier/Fedephot

ment un système de santé qui prend l'eau de toute part. Elle a mis en place les franchises santé, lancé un plan de lutte contre la maladie d'Alzheimer, convoqué des états généraux de la santé, commencé à réformer l'hôpital, déclaré la guerre à l'obésité infantile, à l'alcoolisme

Roselyne Bachelot-Narquin tente de colmater énergiquement un système de santé qui prend l'eau de toute part.

RÉFORME DE L'ÉTAT 4/5

Ce n'est pas parce qu'elle a supprimé des postes dans son ministère (seulement 131 sur 7000) qu'elle est bien notée. C'est parce qu'elle a entamé une réorganisation en profondeur du système de santé, notamment avec le lancement des agences régionales de santé. Côté sport et association, une plus grande sélectivité des initiatives et aides va permettre de réduire le saupoudrage.

POPULARITÉ +2

Son image de rigolote immortalisée par *Les Guignols* la rend attachante. Dans les sondages, elle est la cinquième ministre la plus appréciée. Devant un de ses prédécesseurs Avenue de Ségur, la star montante de l'UMP : Xavier Bertrand. **S. S.-A.**

Hervé Morin

Ministre de la Défense

Dilettante: 11/20

Succéder à Michèle Alliot-Marie, très populaire dans les armées, n'était pas une tâche aisée. Même si Hervé Morin pouvait se targuer d'avoir fait partie du staff de François Léotard à l'hôtel de Brienne, entre 1993 et 1995, la Défense n'était ni sa spécialité, ni son style – un peu trop décontracté au goût des militaires. Seule la logique politique avait imposé l'idée d'installer cet ex-UDF, aujourd'hui président du Nouveau Centre, dans un ministère régalien. Si quelques bourdes ont accompagné son entrée en fonctions, Hervé Morin a su se saisir des projets de réforme de Nicolas Sarkozy, travaillant notamment avec beaucoup de sérieux la RGPP. S'il n'est pas mieux placé, c'est qu'à 47 ans ce passionné de cheval n'a pas réussi à acquérir de véritable notoriété.

RÉALISATIONS 7/15

Les engagements de campagne de Nicolas Sarkozy en matière de défense étaient très nombreux. Et très ambitieux. Sans avoir jamais reçu de lettre de mission, Hervé Morin a mis en œuvre une bonne partie d'entre eux. A commencer par la nouvelle carte militaire, annoncée à la fin du mois de juillet, et qui prévoit la concentration des forces françaises sur 85 « bases de défense ». Une évolution qui s'étalera sur plusieurs années. Autre promesse présidentielle tenue, le maintien du budget de la Défense à son niveau actuel (soit 37 milliards d'euros), notamment la part consacrée à l'achat d'équipements. De nombreux programmes restent cependant à concrétiser.



A. Guilhaud/Fedephot

Hervé Morin a mis en œuvre une bonne partie des engagements de campagne de Nicolas Sarkozy en matière de défense.

RÉFORME DE L'ÉTAT 4/5

A son arrivée, il a demandé la suppression de quelques plantons au ministère. Il a aussi fait passer des mesures plus douloureuses, assurant que l'armée n'est pas chargée de l'aménagement du territoire. Les élus locaux n'ont guère apprécié.

POPULARITÉ 0

Gestion de la crise afghane, critique du fichier Edvige... Sans doute, un jour, Hervé Morin réussira à se faire connaître. Encore faudrait-il qu'il fasse l'effort de faire son mini-parti du centre. **Anne-Marie Rocco**

Jean-Louis Borloo

Ministre de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement durable et de l'Aménagement du territoire

Doit tenir bon : 10,5/20

Après avoir remplacé au pied levé Alain Juppé, Jean-Louis Borloo s'est plongé dans les questions d'environnement comme si le sujet l'avait toujours habité. En un été, l'avocat gouaillier a réussi le tour de force de rassembler autour de la table associations, industriels et politiques pour façonner le Grenelle de l'environnement. Si, malgré cet exploit, il ne décroche que la onzième place, c'est avant tout parce que sa loi n'a pas encore été votée. Ce sera fait à l'automne. Compte tenu de son importance, celle-ci exigeait une fenêtre de tir de deux semaines dans l'agenda parlementaire. Autre explication : sa tâche, évaluée à partir des promesses présidentielles et non d'une lettre de mission, est immense. Si nombre de chantiers sont en voie de réalisation, certains n'ont pas encore été abordés. Enfin, sa moyenne est largement plombée par sa note concernant la RGPP, à laquelle il s'est peu intéressé, plongé qu'il était dans le complexe processus du Grenelle de l'environnement. Si Borloo réussit à faire voter sa loi sans dommage et à trouver les financements nécessaires, alors tout lui sera permis. Nicolas Sarkozy a même ajouté son nom à la liste des successeurs potentiels de François Fillon à Matignon.

RÉALISATIONS **7,5/15**

Sur les 273 engagements pris à l'issue du Grenelle de l'environnement, certains sont déjà en cours d'application, comme le bonus écologique, l'encadrement des OGM ou la réduction des déchets. Toutes les six semaines, Jean-Louis Borloo réunit un comité de suivi avec les acteurs du Grenelle. Cet automne, son projet de loi sera examiné à l'Assemblée. Reste à trouver l'argent pour financer, par exemple, les 2000 kilomètres de lignes de TGV supplémen-

S'il réussit à faire voter sa loi sur l'environnement sans dommage, tout lui sera permis, même d'envisager Matignon.

taires. Il lui faut également avancer sur un gros chantier, à peine entamé : celui de l'énergie. Là aussi, il devra dégager des moyens pour booster l'investissement en faveur de l'énergie propre, qu'il s'agisse du solaire, de la voiture électrique ou... du nucléaire. Un dossier ultrasensible. Borloo a beau arguer du fait que toute dépense en faveur des nouvelles technologies est un investissement, que, à terme, cela apportera à la France un avantage compétitif, donc de la croissance, les caisses restent désespérément vides.

RÉFORME DE L'ÉTAT **1/5**

Il est comme ça, Jean-Louis Borloo : soit il se passionne, soit il s'en fout. La réforme de l'État entre dans la seconde catégorie. Même si la mise au point d'un nouvel organigramme du ministère, la fusion de différents

corps, ou la réforme des services centraux sont bien entamées, le ministre n'y a pas mis toute son énergie. La RGPP l'ennuie. La présence à son côté de quatre secrétaires d'État parle d'elle-même. Pour sa défense, disons qu'il n'est pas évident de faire travailler ensemble des administrations qui n'ont pas toujours œuvré dans le même sens. Les Ponts et Chaussées ne font pas forcément bon ménage avec les Eaux et Forêts. Il doit également régler un dossier épineux que les jeunes attendent avec impatience, et qui en est au stade du Livre blanc : mettre en place un nouveau dispositif, plus performant et moins coûteux, pour le permis de conduire.

POPULARITÉ **+2**

Six années consécutives au gouvernement n'ont en rien écorné sa cote : il reste le ministre préféré des Français derrière Bernard Kouchner. Cette popularité est sans doute due en grande partie au combat qu'il mène en faveur de l'environnement, un thème porteur, mais aussi à son positionnement politique. Radical, social, écolo, il séduit une partie de l'électorat de gauche. Tout en donnant à la droite des frissons de modernité.

Kira Mitrofanoff



Jean-Louis Borloo va devoir trouver les financements pour appliquer le Grenelle de l'environnement.

B. Delessard/Challenges

Michèle Alliot-Marie

Ministre de l'Intérieur, de l'Outre-mer et des Collectivités territoriales

Sous surveillance : 10,5/20

Parmi les rares rescapés de la chiraquie au sein du gouvernement, Michèle Alliot-Marie doit supporter au quotidien la double tutelle de Nicolas Sarkozy et de son secrétaire général, Claude Guéant, qui l'ont précédée Place Beauvau. Autant dire que ses marges de manœuvre sont réduites.

RÉALISATIONS 6,5/15

La note de la ministre pâtit de l'ampleur des promesses présidentielles reprises dans sa lettre de mission. Beaucoup de dossiers ont été abordés sans que les objectifs aient encore été atteints, même si les résultats en matière de lutte contre la délinquance sont plutôt bons. Annoncé fin août, le transfert de la gendarmerie du ministère de la Défense à l'Intérieur sera effectif début 2009.



Beitz/Alcappa/Andia

Le projet de loi sur l'outre-mer, maintes fois repoussé en raison des puissants lobbys en place, devrait être dévoilé cet automne par le secrétaire d'Etat, Yves Jégo. Quant à la seule réforme déjà menée à son terme, elle a été imposée par l'Elysée contre l'avis de la ministre. Il

Michèle Alliot-Marie supporte la double tutelle de Nicolas Sarkozy et Claude Guéant, qui l'ont précédée Place Beauvau.

s'agit de la fusion des Renseignements généraux (RG) et de la Direction de la surveillance du territoire (DST), conclue en juillet.

RÉFORME DE L'ETAT 2/5

Près de 3000 départs à la retraite ne seront pas remplacés en 2009, un effort non négligeable. La fusion RG-DST et le rapprochement police-gendarmerie devraient permettre de dégager à terme des synergies, tout comme la restructuration des services déconcentrés de l'Etat autour de préfetures de région renforcées. Mais la ministre est restée beaucoup plus timide sur la clarification des compétences entre les collectivités territoriales et l'allègement du fameux mille-feuille administratif.

POPULARITÉ +2

Michèle Alliot-Marie se maintient dans le Top-3 des ministres les plus populaires. Elle a conservé une forte cote de confiance auprès des sympathisants de droite, en particulier les gaullistes. Sa mauvaise gestion du fichier Edvige pourrait écorner son image durablement. **D. B.**

Michel Barnier

Ministre de l'Agriculture et de la Pêche

Tout juste la moyenne : 10/20

Rallié tardivement au sarkozysme, Michel Barnier a dû attendre le départ d'Alain Juppé du gouvernement, en juin 2007, pour être nommé à un poste auquel rien ne le prédisposait. Relégué au rang de potiche par le président lors des manifestations de pêcheurs au Guilvinec en novembre 2007, l'ex-commissaire européen tente de reprendre la main, quitte à fustiger Bruxelles.

RÉALISATIONS 7/15

La tâche la plus lourde qui lui incombe reste la défense de la politique agricole commune (PAC) : le bilan et les perspectives de réforme figurent parmi les priorités de la présidence française de l'Union. D'autres engagements définis dans sa lettre de mission ont été abordés lors des Assises de l'agriculture,

mais ne se sont pas encore concrétisés. Idem avec le plan de soutien aux pêcheurs, dévoilé en janvier, mais retoqué par Bruxelles en juillet. Des discussions sont en cours pour faire entrer le dispositif dans le cadre de la politique européenne. En revanche, le plan quinquennal de modernisation de la filière viticole, qui tente notamment de simplifier la hiérarchisation des vins, est sur les rails depuis mai.

RÉFORME DE L'ETAT 2/5

Avec 650 suppressions de postes prévues en 2009, le ministère fait plutôt mieux que la moyenne gouvernementale. En matière de réorganisation, Michel Barnier a juste procédé à un resserrement de son administration centrale, et devrait généraliser la fusion des directions



M. Arcambault/Figarophoto

Michel Barnier tente de reprendre la main dans un ministère auquel rien ne le prédisposait.

départementales de l'équipement et des directions de l'agriculture et de la forêt, engagée avant son arrivée. La modernisation des Haras nationaux et de l'Office national des forêts est évoquée. Toutefois, on ne voit pas venir de véritable rationalisation des politiques agricoles.

POPULARITÉ +1

Malgré sa discrétion médiatique et son poste modeste, Michel Barnier affiche une cote de 23%. Personnalité consensuelle, il jouit du prestige de ses précédentes fonctions à Bruxelles et au Quai d'Orsay. **D. B.**

Christine Boutin

Ministre du Logement et de la Ville

Controversée : 9/20

Dans le casting gouvernemental, Christine Boutin représente l'aile catholique traditionnelle de la droite. Sensible aux sujets sociaux, elle doit partager l'affiche avec son encombrante secrétaire d'Etat, Fadela Amara. Et c'est peu dire que la ministre entretient des relations parfois conflictuelles avec ce symbole de l'ouverture à gauche.

RÉALISATIONS 7/15

N'ayant pas reçu de lettre de mission, Christine Boutin a été évaluée en fonction des promesses de campagne. A l'époque, elle avait poussé Nicolas Sarkozy à soutenir la loi sur le droit au logement opposable dont elle doit aujourd'hui engager la mise en œuvre. Autre défi de taille : respecter les objectifs de construction de logements malgré la crise immo-



M. Frey/Relephoto

bilière. La ministre a présenté fin juillet un projet de loi qui sera discuté au Sénat en octobre. Il prévoit un assouplissement des quotas de HLM par commune, mesure qui a suscité une vive polémique. Enfin, le plan Marshall pour les banlieues dévoilé en février par Fadela Amara

Christine Boutin a lancé beaucoup de chantiers qui ne sont pas encore concrétisés.

est en attente de moyens financiers disponibles. Bref, beaucoup de chantiers pas encore concrétisés.

RÉFORME DE L'ETAT 2/5

Les organismes de HLM devraient être soumis à des indicateurs de performance, et les plafonds de ressources pour avoir accès aux logements légèrement abaissés. Christine Boutin veut aussi moderniser la gouvernance du 1% logement et en obtenir une contribution de 800 millions d'euros par an. Cette ponction éventuelle suscite l'ire des partenaires sociaux qui gèrent le dispositif. Une rationalisation de la politique de la ville est aussi annoncée, mais la méthode reste floue. Réduit en termes d'effectifs, le ministère est l'un des rares à ne pas effectuer de suppressions de postes en 2009.

POPULARITÉ 0

Parmi les moins populaires du gouvernement, Christine Boutin a une image assez rigide auprès de l'opinion. Elle pâtit encore de ses prises de position jugées rétrogrades sur le Pacs ou l'avortement. **D. B.**

Christine Albanel

Ministre de la Culture et de la Communication

Effacée : 7/20

C'est à coup sûr la mal-aimée du gouvernement. Elle figurait, selon la rumeur, au premier rang des ministres éjectables à l'occasion du remaniement de mars. Son maintien a sonné pour elle comme une victoire. Christine Albanel a pour grand handicap, réhibitoire en sarkozie, d'être peu à l'aise avec les médias. Et si c'était son unique défaut ? Un ministre de la Culture ne pèse jamais bien lourd à lui seul. Tout dépend de l'intérêt de l'Elysée pour ce domaine. Or Nicolas Sarkozy est plutôt du genre à sortir son revolver quand il entend le mot culture...

RÉALISATIONS 6/15

L'Institut Thomas More a identifié 38 mesures dans la lettre de mission transmise à Christine Albanel. Beaucoup sont restées lettre morte. Et la

politique préconisée par le chef de l'Etat n'est pas toujours suivie d'effet. Exemple : Nicolas Sarkozy a demandé que soit testée la gratuité des musées. Christine Albanel s'est exécutée. Des tests ont été effectués, peu concluants. De toute façon, la ministre n'y croit guère. L'élargissement du public des musées dépend de bien d'autres facteurs. Concernant certaines demandes présidentielles telles que l'obligation pour toute structure subventionnée de rendre des comptes et « d'obtenir des résultats »... l'Elysée risque d'attendre un bon moment le retour d'expérience.

RÉFORME DE L'ETAT 1/5

Dites « *ministère de la Culture* » devant un haut fonctionnaire en charge de la réforme de l'Etat : par-



P. Delort/FigaroPhoto

Christine Albanel est peu à l'aise avec les médias : un défaut en sarkozie.

ce qu'il est poli, il lèvera seulement les yeux au ciel. Tout effort de rationalisation de ce ministère paraît vain aux yeux des partisans d'économies budgétaires. D'où le risque d'un coup de rabet général sur ses crédits.

POPULARITÉ 0

Christine Albanel paie la rançon de sa faible exposition médiatique. Peu connue, elle ne bénéficie que d'une très maigre cote de popularité, la plus faible de toutes les personnalités politiques recensées par le baromètre TNS Sofres. **I. B.**

Challenges.fr

FORUM
MINISTRES : LE BANC D'ESSAI
Avec **Jean-Thomas Lesueur**, de l'Institut Thomas More
LE 24 SEPTEMBRE